

LE SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT D'ANTANANARIVO EN CRISE

Guy POURCET
Université de Madagascar

La ville historique s'étend sur des crêtes formant un « Y » orienté nord-sud, s'abaissant progressivement vers le nord. Le grand marché qui, à la fin du xvii^e siècle se tenait encore à Andohalo près du palais royal, est descendu sur la crête ouest au xix^e puis dans le val d'Analakely au début du xx^e. Jusqu'à la fin des années soixante, le marché d'Analakely situé dans la fourche du « Y » est resté l'unique pôle commercial de la ville ; mais la capitale s'est étendue sur les rizières et les collines environnantes, le centre s'est engorgé et des pôles secondaires se sont développés à Andravohangy et Anosibe. Depuis une quinzaine d'années, la croissance du « secteur informel » a joué un rôle décisif dans cette transformation de l'espace urbain et dans l'évolution du système d'approvisionnement.

Nous montrerons que les circuits professionnels ne sont pas parvenus à organiser le ravitaillement d'Antananarivo, qu'ils tendent à s'affaiblir depuis dix ans, que la grave crise économique et financière actuelle accélère leur déclin. Ces circuits se sont toujours heurtés aux résistances paysannes ; ils sont déstabilisés par des interventions étatiques qui les transforment parfois en circuits parallèles, perturbés par l'activité d'opérateurs non patentés, et depuis peu, remis en cause par les consommateurs urbains eux-mêmes. En analysant ces évolutions et leurs causes, nous aboutirons à cette conclusion sans éclat : ces formes de distribution « modernes » ne s'accordent pas avec la structure globale du système productif malgache.

LA ZONE D'APPROVISIONNEMENT ET LES CIRCUITS DE COLLECTE

L'espace national malgache a été façonné par une économie de traite. La hiérarchie des centres urbains n'est autre que celle des points de collecte et de groupage des produits destinés à l'exportation ; mais ce serait trop simplifier la réalité que de s'en tenir là. La densité du peuplement européen, la difficulté des communications, la variété des climats et des spéculations, et même la logique interne de l'économie de traite malgache, ont contribué à multiplier les petits centres urbains, à créer de fortes interdépendances régionales, à développer quelques courants d'échange autocentrés.

Nous ne décrivons pas les circuits d'exportation des produits exotiques ; par contre, nous observerons dans quelle mesure la demande urbaine peut stimuler des productions maraîchères locales et quel rôle jouent les grandes villes dans l'organisation des échanges interrégionaux de vivres.

Un exemple d'approvisionnement contrôlé par l'administration : le riz

Après une période de croissance de la consommation (1960-1978) pendant laquelle la demande a rattrapé puis dépassé la production nationale, la consommation de riz par habitant a régressé, malgré une politique de prix qui persistait à l'encourager aux dépens de celle des autres céréales ou des racines et tubercules. Dans les villes où la vente du riz était confiée aux fokontany (collectivités décentralisées), les carnets de rationnement et les interminables files d'attente qui se formaient parfois à 3 ou 4 heures du matin, quand les magasins n'ouvraient qu'à 7 heures, ont suffi à bloquer la consommation officielle de riz. Les ménages non ravitaillés devaient s'approvisionner au marché noir, à des prix cinq fois supérieurs au prix officiel. Il faut comprendre l'enchaînement des faits qui ont conduit le gouvernement à étatiser la distribution du riz en transformant les circuits professionnels en réseaux parallèles et qui ont engendré la pénurie et le marché noir.

La dépendance alimentaire résulte beaucoup moins de la spécificité des modes de consommation urbains que de l'incapacité du système productif et de commercialisation à s'adapter au changement de la géographie de l'offre, à étendre le marché intérieur et à accroître la production rizicole. La structure des approvisionnements alimentaires d'Antananarivo s'est rapprochée du modèle traditionnel entre 1960 et 1980. Ceci résulte non seulement du départ de nombreux ménages européens, mais encore d'une réaction traditionaliste des ménages malgaches, qui ont accru leur consommation de riz et d'une politique gouvernementale remarquablement constante de subventionnement et

de diffusion de la consommation rizicole. Cependant, l'allongement des temps de trajet urbain a accru la fréquence des repas pris hors du ménage et développé, de ce fait, la consommation de pain. Quant à l'incapacité du système productif à développer les forces productives rizicoles, elle résulte d'une propriété systémique de l'économie locale : la division interrégionale du travail engendre un développement limité du marché intérieur car les producteurs doivent toujours pouvoir faire face aux fluctuations de la demande externe en redéployant leurs forces sur les cultures vivrières ; les régions se spécialisent, mais non les producteurs qui demeurent fidèles à l'essentiel des rapports communautaires.

Le système économique ayant acquis un caractère plus rationnel (moins pillard et spéculatif) depuis l'indépendance, les échanges interrégionaux se sont accrus, le marché intérieur s'est développé, et les régions se sont davantage spécialisées ; mais ce processus s'est réalisé au prix d'une marginalisation d'autres régions moins favorisées. C'est ainsi que la part des trois principales régions rizicoles dans le tonnage commercialisé à l'échelle nationale n'a pas cessé de croître. Plus précisément, le blocage du prix de collecte du paddy qui se traduisait par une baisse du revenu monétaire réel des riziculteurs mais permettait de favoriser l'industrialisation, en désamorçant les revendications salariales sans amputer les profits, a provoqué une désaffection progressive pour la riziculture marchande. Dans les zones de vulgarisation diffuse où les méthodes culturales restaient traditionnelles, les riziculteurs se sont contentés de satisfaire leurs propres besoins. La riziculture marchande ne s'est développée que dans les grands centres rizicoles où des opérations de développement à encadrement dense, assuraient en même temps l'émergence d'une classe de notables riziculteurs et des gains de productivité suffisants pour couvrir la baisse des prix de collecte ; ces grands centres sont la cuvette du lac Alaotra, la grande plaine de Marovoay et les bassins épars des hautes terres. Dans l'Alaotra par exemple, la production a doublé entre 1963 et 1970, passant à 122 000 tonnes ; la part de ce centre dans la commercialisation du paddy à l'échelle nationale a dépassé 40 % dès 1965. Dans les autres régions, la tendance était celle d'un retour à l'autosubsistance.

La zone « imérinienne » traditionnelle d'approvisionnement d'Anatanarivo s'étend aux circonscriptions de Soavinandriana, Miarinarivo, Ankazobe, Ambohidratrimo, et Anjozorobe ; hors de l'Imerina, le principal centre d'approvisionnement est le lac Alaotra. Dans ces régions où la production commercialisable est organisée par des notables ruraux, la sensibilité de l'offre aux prix du paddy et des intrants agricoles est élevée ; la hausse du prix des engrais et le blocage de celui du riz ont entraîné une stagnation de la production, préjudiciable à l'approvisionnement de la capitale. Depuis quatre ans, les brisures de riz importées couvrent le principal de la consommation urbaine.

Le changement de la géographie de l'offre de riz avait rendu nécessaire une modification des circuits de collecte dès avant 1970.

Le contrôle des activités de collecte avait préoccupé le gouverne-

ment malgache dès l'indépendance ; les marchés contrôlés avaient été institués en 1962, les coopératives et les syndicats de communes mis en place sous le présidence de M. Tsiranana étaient avant tout des organismes de commercialisation, le B.C.S.R. (Bureau de commercialisation du riz) existait depuis 1967 ; mais ces organismes s'employaient à briser des situations de monopsonne, préjudiciables aux producteurs, à concurrencer des réseaux trop intégrés ou cartélisés, à assainir enfin les pratiques de collecte plutôt qu'à s'arroger des positions de monopole.

Après 1973 et parallèlement à la réforme de l'administration territoriale, le gouvernement, alerté par les désordres croissants de la commercialisation, a tenté d'en changer les structures. D'une part, la SINPA (Société d'Intérêt National pour la commercialisation des Produits Agricoles) a reçu le monopole de la commercialisation interne du riz ; d'autre part, les fokontany ont engendré une excroissance économique appelée « vatoeka » qui assurait le groupage des produits. La réforme visait à assainir les pratiques de collecte et à résoudre un problème lancinant d'approvisionnement des villes. Les autorités tenaient l'appareil commercial, principalement géré par des étrangers, pour responsable de ces difficultés et évaluaient mal l'ampleur des changements structurels en cours : l'installation des nouveaux organismes de commercialisation s'est effectuée à la hâte, sans grande préparation, et sans une connaissance suffisante du terrain. Il en a résulté une gabegie de moyens, une aggravation des problèmes d'approvisionnement et de collecte, et finalement une accélération de la concentration de la production commercialisée, liée à la défection des riziculteurs résidant dans les zones à collecte aléatoire.

Un marché noir, approvisionné par des circuits de collecte parallèles, s'est développé. Exception faite des approvisionnements directs des producteurs aux consommateurs, mis à part quelques cas de notables politico-administratifs ayant constitué leurs propres circuits parallèles, en réquisitionnant au besoin des moyens de transport publics, les circuits parallèles ordinaires côtoient les circuits officiels. Les opérateurs sont souvent les mêmes. Paralysée par d'insurmontables problèmes de gestion, la SINPA, qui jouissait en principe du monopole de la collecte et de la distribution du riz entre 1973 et 1982, a dû agréer de nombreux collecteurs privés ; ceux-ci achetaient généralement le paddy à un prix supérieur au prix officiel pour remplir leurs camions, revendaient une partie de leur collecte dans le circuit officiel, et dirigeaient très légitimement le reste vers les circuits parallèles. Des collecteurs de village aux collecteurs de fivondronampokontany disposant de moyens de stockage et de transport justifiés par leur agrément, les bénéficiaires d'exploitation devaient être recherchés dans quelque participation au marché parallèle. Quelques agents de la SINPA finissaient eux-mêmes par assimiler ces principes de gestion. Les collectivités décentralisées qui devaient assurer le contrôle des circuits de collecte s'en absteinaient pour ne pas gêner le minimum de collecte assuré. Les responsables locaux agissaient au nom du bon sens — et parfois de leurs intérêts personnels — en accordant

libéralement les nécessaires autorisations de transport ; les barrages économiques établis par la SINPA sur les grandes routes s'ouvraient aisément. Le prix du riz augmentait cependant de 35 Fmg par kilogramme à chaque passage de barrage.

Depuis 1982, le gouvernement a progressivement libéralisé la collecte du paddy, puis libéré les prix au producteur et au consommateur. Le niveau de vie des urbains s'est fortement dégradé mais les riziculteurs semblent réagir très favorablement à l'augmentation des prix de collecte.

L'approvisionnement en viande de bœuf

La distribution de la viande bovine illustre encore les difficultés inhérentes aux tentatives de contrôle administratif de la commercialisation.

Il arrivait 60 000 bœufs par an à Antananarivo au début des années soixante, dont les deux-tiers étaient destinés aux boucheries d'Analakely. La viande était acheminée sur pattes, par des circuits de collecte complexes et généralement bien adaptés aux structures de la production. Les provinces de l'ouest et du nord-ouest fournissaient 80 % de ces approvisionnements et le sud 20 %. Une corporation de 17 bouchers-chevillards se chargeait des opérations d'achat, d'abattage et de vente en gros. La faiblesse de ce système résidait dans l'énorme déperdition de poids que subissaient les bêtes pendant leur acheminement vers l'abattoir.

L'épidémie de charbon symptomatique des années 1969-70, suivie d'une épidémie de fasciolose hépatique en 1972-73, perturbèrent les circuits et les approvisionnements d'Antananarivo. Les autorités réagirent selon leur inclination ordinaire, en renforçant leur contrôle et leur participation dans les circuits d'approvisionnement. L'abattoir vétuste d'Anosipatrana fut fermé en 1974 pour permettre au nouveau de fonctionner, et les autorités en profitèrent pour décider la fermeture des abattoirs privés. En 1975, avec le souci d'organiser rationnellement les parcours et de lutter contre les vols de bœufs, le gouvernement institua des marchés contrôlés hors desquels toute transaction était interdite ; puis l'arrêté ministériel n° 3181 du 4 septembre 1976 donna le monopole de l'approvisionnement d'Antananarivo en viande bovine à la ferme d'Etat « omby ».

Bien que le nouveau système d'approvisionnement présentât d'incontestables avantages relativement à l'ancien, il s'ensuivit des troubles répétés et amplifiés du ravitaillement. Ni les immenses « ranches » d'embouche de la ferme d'Etat, ni les camions affectés au transport d'une partie des animaux vers la ville, ni le nouvel abattoir ne pouvaient en effet résoudre les problèmes posés par une administration des prix de détail souvent irréaliste et apaiser les conflits suscités par l'éviction des

chevillards. Ces événements sont à l'origine d'une remise en cause du système des places de marché tananariviennes ; nous y reviendrons.

Un système d'approvisionnement « informel » : le cas des légumes

L'offre de légumes peut résulter d'une réallocation marginale des ressources rurales. Nous verrons que la demande urbaine de légumes peut susciter une offre correspondante à la périphérie de la ville, à condition que le climat, la dynamique de subordination des économies paysannes concernées et les circuits de commercialisation s'y prêtent, mais aussi que cette réponse des producteurs est structurellement limitée par la nécessité de sauvegarder le minimum d'autosuffisance vivrière, compatible avec l'instabilité des revenus monétaires de toutes origines.

Dans les limites fixées par la structure de leur subordination au secteur marchand, les paysans ont, en général, des comportements d'offreurs typiques ; dans la périphérie d'Antananarivo où le maraîchage est l'activité la plus rémunératrice, les producteurs viennent eux-mêmes vendre leurs légumes à la ville. On assiste ainsi à une transformation coordonnée des espaces urbains et ruraux.

Le poids des légumes frais transitant sur les marchés de la capitale, c'est-à-dire consommés à Antananarivo ou réexpédiés vers d'autres centres urbains, est passé de 2,5 tonnes en 1957 à 8,7 tonnes en 1963 et 23 tonnes en 1969 ; 98 % de ces marchandises provenaient des ceintures maraîchères de la ville. La première ceinture comprend, outre les agriculteurs inscrits dans le périmètre urbain qui produisent des « brèdes » (feuilles) éminemment périssables, les maraîchers installés dans le périmètre de l'ancienne sous-préfecture de Tananarive-banlieue. Cette zone fournit environ 40 % des approvisionnements de la capitale. La seconde ceinture couvre les circonscriptions proches mais non limitrophes d'Ambohidratimo, Manjakandriana, Arivonimamo, Miarinarivo, Soavinandriana, Ambatolampy et Antanifotsy. Il en vient des légumes généralement moins périssables qui constituent 58 % des tonnages vendus à Antananarivo. L'approvisionnement est complété par des zones plus lointaines extérieures à la province : les régions d'Ambatondrazaka, Ambato-Boeni et Mampikony notamment.

Les cultures maraîchères ne tendent pas à devenir exclusives ; elles rencontrent toujours la concurrence plus ou moins forte des cultures traditionnelles vivrières. Elles pénètrent très difficilement dans les zones du « vary aloha » (riz de première saison, qui constitue la plus importante des récoltes), plus facilement dans les zones du « vary vakiambiaity » dont la récolte est parfois compromise par l'insuffisance d'eau. Cet attachement à la riziculture, activité moins rémunératrice, révèle un aspect caractéristique des exploitations paysannes malgaches : si le choix des spéculations marchandes obéit effectivement à la logique du marché,

la spécialisation est toujours bloquée par la nécessité de reproduire l'essentiel de l'énergie humaine hors des rapports marchands, dans un circuit que nous appelons co-capitaliste et qui dérive des anciens rapports communautaires.

Ceci n'exclut pas que les agriculteurs consentent de grands efforts d'investissements pour ajouter le maraîchage à leurs activités traditionnelles. Dans les anciens vallons rizicoles, ils ont dû, en respectant le parcellaire, multiplier les drains en creusant des fossés de 50 cm à un mètre et fréquemment creuser un trou d'eau pour l'arrosage. A Ambohi-jafy et à Fenoarivo notamment, sur un parcellaire rizicole, les maraîchers ont inversé l'aménagement des terres, en asséchant ce qui était inondé et en substituant des fossés aux diguettes.

LE SYSTEME DES PLACES DE MARCHÉ D'ANTANANARIVO

Le système de distribution et la hiérarchie des places de marché à Antananarivo ne sont encore qu'en gestation ; les lois qui s'appliquent à ces phénomènes dans les économies marchandes ne s'imposent que très lentement et n'ont pas fini de recomposer l'espace urbain. Il en est ainsi parce que l'approvisionnement de la capitale s'adapte à l'hétérogénéité de l'économie locale ; les économies paysannes et urbaines n'étant pas organisées sur le même modèle, bien qu'elles forment ensemble un système unitaire, le poids des campagnes environnantes se fait sentir au cœur de la capitale de trois manières : 1 — Les « marchés de paysans » jouent un rôle principal dans les circuits de distribution ; 2 — la demande rurale qui s'exprime à Antananarivo tend à accentuer la polarisation de l'espace urbain ; 3 — les Tananariviens eux-mêmes tendent à s'urbaniser, sans renoncer à entretenir des relations suivies avec la terre.

Le réapprovisionnement des détaillants

L'intervention des collecteurs, grossistes et demi-grossistes ne se justifie que si les goûts des consommateurs et la dimension du marché requièrent l'importation de produits d'origine lointaine, ou si les producteurs se consacrent exclusivement à la production. Faiblement spécialisés, partiellement subordonnés aux rapports marchands, les paysans renoncent d'autant plus difficilement à accéder aux marchés urbains que les intermédiaires, handicapés par le caractère atomistique de l'offre et le mauvais état des routes, ne parviennent pas à démontrer la supériorité de la division sociale du travail ; les coûts de distribution restent très élevés, supérieurs au coût d'opportunité des pratiques traditionnelles de vente directe du producteur au consommateur. Les paysans jouent donc

un rôle prépondérant dans les circuits de distribution. Les circuits professionnels subissent l'évolution du système des places de marché ; ils ne la déterminent pas.

*Le système de réapprovisionnement
dans les années soixante et au début des années soixante dix.*

Dans les années soixante, le système des places de marché reflétait fidèlement l'omniprésence des paysans dans les circuits de distribution. Cette situation n'était que partiellement prise en compte par les règlements municipaux où s'inscrivait surtout un projet moderniste de rénovation du système d'approvisionnement. Les autorités avaient admis l'existence de foires de quartier en légalisant les jours de grand marché ; le mardi était jour de foire à Besarety, le mercredi à Andravoahangy, le jeudi à Mahamasina, le vendredi à Analakely et le samedi à Isotry. Hors des jours de foire, seul le marché d'Analakely pouvait accueillir des paysans et la municipalité leur y réservait en permanence un gîte-entrepôt. Les commerçants non patentés exerçant leur métier sur les quinze marchés de la capitale devaient en principe se réapprovisionner au marché de gros d'Isotry.

Après la création du marché de gros, en 1964, les circuits professionnels auraient dû se développer en refoulant progressivement les producteurs-vendeurs vers leurs champs ; mais la présence permanente des paysans à Analakely permit au marché central de conserver la triple fonction de foire régionale hebdomadaire, de centre de réapprovisionnement quotidien et de marché de détail. Une enquête de la SCET révèle qu'en 1974 encore, 76 % des détaillants de légumes, 50 % des détaillants de « brèdes » et 55 % des vendeurs d'agrumes se réapprovisionnaient à Analakely. Les grossistes d'Isotry n'approvisionnaient que 6 % des vendeurs de légumes, 9 % des vendeurs d'agrumes et zéro pour cent des vendeurs de « brèdes » ; leur principale vocation était la réexpédition des fruits et légumes des hautes terres vers les villes de province déficitaires ou la réception des denrées d'origine lointaine. De plus, cette situation ambiguë favorisait la prolifération des intermédiaires non patentés exerçant à Isotry et à Analakely, s'interposant entre les producteurs et les grossistes ou les détaillants. Toujours en 1974, les circuits de gros officiels n'effectuaient que 42,6 % de l'ensemble des transactions sur les vivres destinés à la capitale ; si l'on ne considère que les légumes, les « brèdes » et les tubercules, les circuits parallèles traitaient plus de 67 % des transactions en gros.

Les circuits professionnels n'avaient donc pas pu réorganiser le ravitaillement d'Antananarivo et le centre ville restait un lieu d'agitation confuse et permanente. La municipalité ne parvenait pas à encadrer la dynamique des places de marché. Les réactions des autorités face aux *embarras de la circulation* — et non quelque plan d'action sur les circuits de distribution — sont à l'origine d'une mutation du système des places de marché.

Le changement du système de réapprovisionnement (1974-1984)

En 1974, les autorités décidèrent de limiter l'accès d'Analakely aux taxi-brousses et aux fourgonnettes entre 19 heures et 5 heures, puis entre 20 heures et 4 heures. La quasi-totalité des paysans, qui arrivaient à Antananarivo avant 20 heures, devaient débarquer leurs légumes à la gare routière improvisée d'Anosy puis les déplacer vers le centre pendant la nuit. La gare d'Anosy ne resta pas centre de transit ; les paysans s'y installèrent pour recevoir les détaillants des marchés urbains. Les gargonnetiers, rabatteurs et autres intermédiaires qui assurent la permanence des marchés ne tardèrent pas à squatter aussi le terre-plein de 1 000 mètres carrés où se tenait le marché et à refouler les paysans sur les trottoirs et la chaussée. La route nationale était encombrée de paniers et de volailles. Les nouveaux embarras de la circulation contraignirent enfin les autorités à reconnaître l'existence de ce marché fangeux ; elles le déplacèrent à Anosibe, en lui accordant le statut de marché communal.

Le marché d'Anosibe était presque exclusivement un marché de paysans ; à ce titre, il aurait dû bénéficier d'un règlement spécial, définissant le rôle des différents opérateurs et tenant compte de leurs origines respectives ; or, l'administration s'était bornée à exonérer les paysans du paiement des patentes et droits de place entre 19 et 7 heures, comme à Analakely, sans se soucier de réglementer l'activité des rabatteurs et autres intermédiaires non patentés. Faute de règlements adéquats, le « tsenan'ny tantsaha » devint une véritable jungle, que les marginaux (jiolaham-boto) d'Antananarivo surnommaient « Texas ». Mais les marginaux se prennent à aimer l'ordre quand ils ont créé leur emploi, autant que les commerçants patentés. C'est donc l'association de tous les marchands d'Anosibe (FIPATSEA) qui se chargea de donner un statut convenable au marché, d'y définir un règlement et d'en assurer le respect. D'abord, les « fokontany » environnants, refusant d'intégrer ce lieu mal fâmé, la FIPATSEA s'érigea en collectivité décentralisée et donna un statut territorial au marché. Comme tous les « fokontany », Anosibetsena élit un comité exécutif et un président ; le marché fut divisé en six secteurs et cinquante deux sous-secteurs représentés au comité exécutif. Le président du « fokontany » et de la FIPATSEA, chargé de faire respecter les règlements démocratiquement établis, s'adjoignit une équipe d'anciens boxeurs pour assurer le maintien de l'ordre. L'ordre fut établi.

Les paysans qui fréquentent le marché d'Anosibe doivent être classés en deux catégories : les premiers arrivent à Antananarivo dans la nuit ou très tôt le matin pour vendre leurs légumes aux intermédiaires (grossistes, détaillants) ; ils quittent le marché au plus tard à 7 heures. Ils ne participent donc qu'au marché de réapprovisionnement. Quarante-vingt pour cent des paysans fréquentant le marché d'Anosibe se rangent dans cette première catégorie. Les seconds participent à la fois aux opérations de réapprovisionnement et de vente au détail sur le marché ; ils vendent

leurs légumes aux intermédiaires entre 4 et 7 heures, puis aux consommateurs après 7 heures, et restent sur le marché jusqu'à épuisement de leur stock de marchandises. Ce sont des opérateurs aguerris, qui tentent de vendre leurs légumes à meilleur prix en court-circuitant les intermédiaires tananariviens, et acceptent de séjourner parfois plusieurs nuits hors de leur village. Ils doivent donc trouver un gîte temporaire, et louent des places dans des chambres collectives où s'entassent dix ou quinze personnes et leurs paniers. Les plus assidus à ces pratiques tendent à se regrouper par affinité, par village, par grande famille, et finissent par faire de leur chambre semi-privée un entrepôt de marchandises permanent ; dès lors, il est indispensable qu'un membre de la famille assure par rotation la garde de l'entrepôt ou la présence au marché. A ce stade de l'évolution de leur mode de vie, ces opérateurs sont devenus des « rurbains », marchands et paysans à la fois, qui ne commercialisent plus seulement le produit de leurs champs. Pour justifier une installation saisonnière, voire permanente de leur gîte-entrepôt, ils doivent se faire collecteurs de village ou participer à un système coopératif informel de collecte et de commercialisation. Quelque soit leur temps de présence au marché, ces opérateurs ne renient jamais leur appartenance rurale ; leurs familles résident à la campagne où sont leurs maisons, leurs champs et leurs bêtes, et ils n'envisagent pas de s'installer dans sa capitale.

Les mêmes causes produisant (parfois) les mêmes effets, l'installation d'une gare routière à Manjakaray a favorisé l'accès des paysans venant des zones maraîchères du nord-ouest au marché d'Andravoahangy. Un nouveau « tsenan'ny tantsaha » y est en cours de formation, mais il n'acquiert une réelle importance que le mercredi.

Le développement des marchés de paysans a bouleversé le système des places de marché ; il a excentré les lieux de réapprovisionnement des détaillants et amorcé le déclin du marché de gros d'Isotry. Les opérateurs non patentés qui exerçaient leur activité à la périphérie du « carreau » d'Isotry et alimentaient les circuits parallèles ont migré les premiers vers Anosibe, et se sont imposés en tant qu'intermédiaires entre les paysans et les circuits professionnels, puis les grossistes patentés ont suivi pour tenter de ressaisir les approvisionnements à la source. Ainsi, dès l'année 1978, les opérateurs d'Anosibe traitaient 71,8 % des transactions portant sur des fruits, 69,3 % des transactions portant sur les légumes frais et 28,5 % des opérations sur les produits secs. Le marché de gros d'Isotry déclinant tendait à se spécialiser dans la commercialisation des produits secs ou transitant par la gare d'Antananarivo. En outre, Analakely a perdu son rôle de principal redistributeur ainsi que le montre le tableau suivant.

LIEU D'APPROVISIONNEMENT PRINCIPAL DES DÉTAILLANTS
(% des détaillants)

Marché d'approvisionnement	Marché approvisionné					
	Analakely %	Andravahangy %	Ambanidia %	Mahamasina %	Ankadin-dratombo %	Ensemble
Analakely	22,3	1,8	31,8	15,8	—	17,5
Isotry	8,2	12,5	4,5	26,3	—	12,8
Anosibe	56,4	32,2	50	47,3	22	47
Andravoahangy	12,9	44,6	—	—	—	14,4
Autres	—	8,9	13,6	10,5	paysans 88	9,3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête EESDEGS, mars-avril 1982.

En 1974, la SCET avait observé que les places de marché d'Analakely et d'Isotry réapprovisionnaient 88 % des détaillants de légumes et 73 % des marchands d'agrumes d'Antananarivo, et que la quasi-totalité des détaillants à produits multiples d'Analakely se réapprovisionnaient exclusivement à Analakely. La création d'Anosibe et le développement du marché d'Andravoahangy ont transformé radicalement la hiérarchie des places de marché. En 1982, 56,4 % des détaillants à produits multiples d'Anakely s'approvisionnaient à Anosibe. Les « brèdes », produites aux abords de la ville ou dans des champs enclavés en zone urbaine, aboutissent encore à Analakely, mais le marché central a perdu l'essentiel de son rôle redistributeur ; les marchés d'Ambodin'Isotry, Bekiraro, 67 ha, Mahamasina, se réapprovisionnent principalement à Anosibe ; Analakely ne réapprovisionne plus qu'Ambanidia et accessoirement Mahamasina. Andravoahangy redistribue ses « brèdes » vers les marchés de Besarety, Analamahitsy et Ambanidia.

L'effritement du système des places de marché

Les événements rapportés ci-dessus mettaient en cause les circuits professionnels d'approvisionnement, mais non le principe d'un système hiérarchisé de places de marché. Ils s'inscrivaient dans la logique du système réel, déterminé par les conditions de l'offre, sinon dans le schéma moderniste des règlements municipaux. Les interventions de l'Etat dans la distribution des produits de première nécessité (riz, huile,

sucre, bougie, etc.) ont, par contre, fragilisé le système des places de marché et favorisé des tendances centrifuges : le marché noir s'est développé sans que la police économique ait pu lui opposer des mesures appropriées ; des places de marché sont apparues autour de la ville, délibérément situées hors de portée des contrôles municipaux ; des ménages de plus en plus nombreux élaborent des stratégies d'approvisionnement direct à la campagne.

Les interventions étatiques et le marché noir (1975-1983)

La SINPA a réformé la distribution du riz en installant des circuits parallèles ou concurrents des circuits professionnels, en brisant la cohérence d'ensemble du système de ravitaillement ; elle a défini une nouvelle logique de la distribution, rationnelle dans le cadre d'une circulation administrée de marchandises rares, mais brisant l'unité spatiale et économique des procès de commercialisation. Le riz ne devait plus transiter par les places de marché, mais devait être distribué équitablement aux habitants par des boutiques de quartier proches de leur domicile ; plus réduites seraient les aires de marché des boutiques, plus équitable serait la distribution. La montée du chômage urbain a facilité le recrutement de ces nombreux boutiquiers privés, nouveaux concurrents des détaillants opérant sur les places de marché et des magasins de quartier chinois ; les synergies qui opéraient à l'échelle des marchés locaux pour unifier la distribution et consolider le système des places de marché ont été brisées. L'efficacité technique de tous les circuits a baissé et les fréquentes ruptures d'approvisionnement qui accompagnaient le rodage du nouveau système de distribution ont fait éclore le marché noir. Le gouvernement a tenté de réagir en détournant le riz des boutiques privées vers les fokontany, en improvisant un nouveau réseau strictement public dont le rodage a multiplié les ruptures d'approvisionnement. Pendant ce temps, les boutiquiers privés de leur principale source de revenu ont développé le marché noir ou entrepris de vendre des fruits ou des légumes ; la concurrence qu'ils ont faite aux places de marché a contribué à dépolieriser l'espace urbain. Les pénuries ont enfin incité les ménages aisés, soit à constituer des stocks de sécurité excessifs, soit à organiser des circuits parallèles officiels de ravitaillement ; les enseignants de l'Université, les fonctionnaires de nombreux services ou ministères, les coopérants du lycée français, les personnels de plusieurs ambassades, ont ainsi créé des coopératives à privilèges, ravitaillées officiellement et prioritairement. Les partis gouvernementaux ont de même créé des coopératives à privilèges. Tout s'est passé comme si ce système conçu pour assurer l'équité de la distribution et lutter contre le marché noir devait engendrer la pénurie, les privilèges et le marché noir.

Au terme de cette évolution, déterminée par une politique d'administration des prix qui substituait le principe de régulation du marché par les files d'attente à celui des fluctuations de prix, le système

de distribution s'est divisé en trois types de circuits : le circuit officiel ordinaire où s'approvisionne la population non privilégiée, le circuit des coopératives à privilèges, et l'ensemble des circuits parallèles ou professionnels qui approvisionnent le marché noir ou le marché libre. Ce triple système de circulation ne manque pas de mérites puisqu'il s'adapte correctement à la structure triale des revenus et de la consommation, à la conjoncture et à la politique du gouvernement. Le circuit étatisé ordinaire où les prix étaient maintenus artificiellement bas (jusqu'en 1983), satisfaisait la demande de la population à revenus modestes ; les coopératives à privilèges atténuaient le mécontentement des fonctionnaires dont les revenus étaient rongés par l'inflation, dans la mesure où la conscience de posséder quelque privilège émousse les tendances à récriminer ; les circuits souterrains pratiquaient des prix qui reflétaient le pouvoir d'achat des consommateurs à hauts revenus et l'inflation des prix du marché noir pouvait être assimilée à un impôt déguisé sur les plus hauts revenus. En outre, certains fonctionnaires ou agents des compagnies de traite étatisées avaient la possibilité de participer avec leurs alliés de la bourgeoisie foncière ou commerçante locale, à l'approvisionnement des circuits souterrains et de lutter ainsi contre la détérioration de leur niveau de vie ; outre que ce type d'affaires implique une assez large redistribution des bénéfices, le marché noir atomisait l'offre d'une gamme étendue de marchandises et créait, sinon de véritables emplois, au moins des revenus de vendeurs de cigarettes, d'huile, d'alcool, de couvertures ou de médicaments à la sauvette. Le système ne pouvait s'avérer dysfonctionnel que pour les pauvres urbains qui, incapables de constituer le moindre stock de sécurité ménager, devaient s'approvisionner sur le marché noir à la moindre rupture d'approvisionnement officiel ; mais cette catégorie sociale était justement très impliquée dans les circuits souterrains.

La police économique faisait son travail en pourchassant dans les rues quelques vendeurs de cigarettes, en fermant quelques boutiques pour l'exemple ou en dressant quelques procès verbaux, quand la pénurie durait trop ou engendrait trop de mécontentement ; briser le marché noir eût nécessité trop de moyens répressifs et eût présenté trop de dangers socio-politiques. La sagesse voulait que le marché noir fut régulé, non extirpé.

Les places de marché périphériques

Les places de marché périphériques ont été créées par des vendeurs qui opéraient en marge des circuits étatiques ou professionnels, et souhaitaient, de ce fait, échapper à la surveillance des services de contrôle tananariviens. La corporation des bouchers-chevillards évincés par la ferme d'Etat « omby » et par l'abattoir municipal, a joué le rôle de pionnier dans leur développement. Il faut donc revenir aux circuits d'approvisionnement en viande de bœuf pour comprendre les propriétés de ces marchés périphériques.

Depuis 1976, les bouchers de quartier sont approvisionnés par l'abattoir municipal à raison d'un demi bœuf par livraison, sans considération de la population desservie ; les grandes surfaces reçoivent une quinzaine de bœufs par jour et les fabricants locaux de conserves de 5 à 8 bœufs. Le circuit de la viande présente la particularité d'associer des opérateurs publics et privés dont les conflits occasionnent de fréquentes pénuries. Les bouchers demandent des relèvements excessifs du prix de détail en prévoyant les lenteurs administratives, tandis qu'avec le souci de freiner la hausse officielle du coût de la vie, l'administration traite leurs demandes d'homologation avec la plus grande lenteur possible. Les prix administrés ont donc toutes les chances de ne pas être appliqués ou de rester de lointaines références.

Le prix de la viande de qualité « extra » est toujours largement supérieur au prix officiel ; le « second choix avec os » se vend au prix officiel, mais la quantité d'os varie, comme la différence entre les recettes voulues par le boucher et celles que lui attribue l'administration. Les autorités s'inquiètent du décalage des prix réels et officiels quand celui-ci devient excessif, c'est-à-dire quand le prix administré est si bas qu'il ne sert plus de référence. Toute tentative de contrôle des prix se solde alors par la disparition de la viande sur les étalages ou par la fermeture temporaire des boutiques. La pénurie peut durer jusqu'à une semaine ; les marchés périphériques accueillent alors plus d'acheteurs.

L'agglomération tananarivienne consomme un peu moins de 240 bœufs par jour, dont la moitié seulement sont abattus à l'abattoir municipal ; la banlieue, qui devrait normalement consommer 10 à 15 bœufs, en débite environ 60 officiellement. Des bouchers, des restaurants, des collectivités, des ménages tananariviens se ravitaillent sur les marchés périphériques. La ferme d'Etat « omby » et l'abattoir ne disposent en effet du monopole de l'approvisionnement et de l'abattage pour la capitale, que dans un rayon de 3,5 à 5 km environ ; au-delà, les chevillards, évincés en 1976, poursuivent leur activité avec la compétence des vieux professionnels ; ils complètent l'approvisionnement de quelques revendeurs tananariviens en viande des meilleures qualités et ravitaillent les marchés périphériques d'Ankadindratombo, Ambohitrahaba, Talatamaty, Tanjombato ou Ampasika.

Sur ces marchés périphériques, les Tananariviens aisés trouvent encore des légumes apportés par les maraîchers des environs et du riz rouge local qui remplace les brisures importées pour les repas de fête. La plupart de ces produits coûtent plus cher qu'au centre ; le riz de Talatamaty par exemple jouissait d'une excellente réputation pendant la soudure de 1982 ; mais il coûtait 350 Fmg par kilogramme.

Les stratégies d'auto-approvisionnement

Les pauvres urbains à revenus variables qui ont besoin de la centralité pour survivre tendent à se rapprocher du centre et oublient la campagne environnante, mais les ménages à revenus fixes subissant

l'inflation, ont en général conservé de fortes attaches à la campagne ; ils essayent de compléter leurs ressources par des approvisionnements venant directement de leur village, de leur terre ancestrale, ou même « éclatent » pour prendre ou reprendre le contrôle direct d'exploitations agricoles ou de commerces ruraux. Dans ce cas, les actifs de la famille séjournent dans la capitale tandis que les chômeurs, les enfants et les inactifs se réfugient à la campagne.

La crise actuelle n'a pas fait éclore ces stratégies d'auto-approvisionnement, elle a simplement conduit les urbains à resserrer leurs liens avec la terre de leurs ancêtres pour ressaisir les approvisionnements à la source et au moindre coût monétaire, en court-circuitant les circuits professionnels de commercialisation. Ces comportements dont l'extension actuelle traduit l'involution du système de commercialisation sont un facteur constant du procès de structuration de l'espace urbain que nous nous proposons d'analyser pour finir.

Les quartiers de la ville pré-coloniale sont faits d'amas de maisons accrochées sur les versants et desservis par un dédale d'escaliers et de ruelles. Un schéma d'aménagement comparable se retrouve dans les quartiers du nord-est, bien que ceux-ci aient été bâtis pendant la période coloniale. Dans les zones peuplées de l'ouest, bâties ou rebâties pour l'essentiel après 1960, de Manarintsoa à Andavamamba, il suffit de quitter la route principale de l'ancien abattoir pour constater qu'un schéma d'agglomération semblable préside à la disposition des maisons. Nous sommes conduits à poser la question : « Existe-t-il une manière tananarivienne spontanée de s'urbaniser ? ».

La « manière tananarivienne » produit un urbanisme en grappes, desservi par un ramage de ruelles étroites et tortueuses et de cours transformées en places semi-publiques, agglomérant des maisons hautaines à « varangue » et des masures basses et exigües, sans commerces fixes ou presque. L'étude de Faranirina Esoavalomandroso sur « Le quartier d'Ankadifotsy pendant la période coloniale » nous renseigne sur la genèse et les raisons de cet urbanisme particulier. La « manière tananarivienne » semble obéir à trois principes : l'attachement au terrain agricole, la sacralisation de la terre ancestrale et l'appartenance à la paroisse locale. Les maisons se pressent dans un espace restreint pour conserver à la terre, le plus longtemps possible, sa vocation agricole. Les parcelles sont très petites : dans le quartier d'Ankadifotsy, 45 % ont moins de 1,3 ares. Chaque parcelle contient une ou plusieurs maisons avec leurs dépendances et l'on peut constater qu'environ 60 % des lots sont demeurés en indivision ; dans ce type de quartier où la terre, même bâtie, conserve l'aura du « tanindrazana », il importe que les occupants du sol soient parents ou qu'ils possèdent une origine géographique commune ; mais le critère d'appartenance paroissiale peut tempérer le principe d'exclusion des non parents.

Cet urbanisme portant l'empreinte des rapports de parenté et de castes, privilégie des principes extra-économiques étrangers à ceux de la

géographie rationnelle des commerces de détail. Beaucoup de Tananariens ressemblent à des paysans qui se seraient laissés enfermer dans un espace urbain bâti et regretteraient leurs champs ou jardins disparus sous les maisons. Les familles ont fréquemment, et aussi longtemps que possible, réparti leurs ressources humaines entre les activités agricoles et urbaines, de sorte que l'auto-provisionnement ou le ravitaillement par les circuits familiaux demeurait l'ambition de tous. Les boutiques de quartier étaient encore rares en 1970.

L'urbanisme de ces quartiers contraste avec l'aménagement « rationnel » post-colonial d'Ampefiloha ou des 67 ha ; le contraste est aussi saisissant si l'on considère les quartiers plus anciens de Tsaralalana, Behoririka et Antanimena, où l'intervention d'administrateurs et d'entrepreneurs étrangers, lors de l'assainissement et du morcellement des terrains, se lit dans le tracé rectiligne et en damier des voies de desserte, où se concentrent les commerces. Il semble que les principes traditionnels et marchands ou modernes de structuration de l'espace urbain ont agi séparément, à des niveaux différents, voire sur des espaces différents. La structure de l'espace tananarivien dans les années soixante se définit et s'explique donc aisément. La ville comprenait un pôle marchand unique (Analakely) et des quartiers généralement mal desservis par les commerces de détail.

Paradoxalement, la crise des circuits d'approvisionnement semble accélérer la structuration de l'espace tananarivien par les rapports marchands. Primitivement polarisé par la seule place commerciale d'Analakely, l'espace urbain tend à se structurer de façon plus évoluée, suivant la hiérarchie des places de marché et de leurs commerces de détail. Les épiceries prolifèrent dans des quartiers où la polarisation commerciale et les habitudes d'auto-provisionnement interdisaient voici dix ans leur installation. Ces habitudes n'ont pas changé ; la crise économique les a même confortées. Mais le développement d'un nouveau type de commerces « informels » aux méthodes de gestion plus conformes à la dimension réduite des aires de marché permet aujourd'hui d'ajuster le système de distribution au niveau du développement local des rapports marchands.

Pourcet Guy (1985)

Le système d'approvisionnement d'Antananarivo en crise

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.),
Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique
sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 215-230. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X